

Convergences et diversités des sociétés européennes occidentales

Michel Forsé

*Maître de conférences à l'université Lyon II
Conseiller scientifique au département des études de l'OFCE*

Les événements que nous connaissons actuellement à l'Est sont l'occasion de s'interroger à nouveau sur l'unité de l'Europe occidentale. La diversité est évidente, elle se manifeste par l'économie, les langues, les religions, etc. D'ailleurs à l'intérieur d'une même nation peuvent exister des contrastes régionaux plus forts que ceux qui séparent deux pays. La plupart des observateurs notaient au milieu des années soixante-dix que l'industrialisation n'avait pas réussi à uniformiser les modes de vie. Schématiquement on pouvait toujours distinguer entre une aire septentrionale et une aire australe. Aujourd'hui le diagnostic est différent. L'opposition persiste mais elle s'atténue.

Passant en revue quelques-unes des grandes évolutions de l'Europe de l'Ouest sur des sujets aussi divers que les inégalités de développement économique, le travail et l'emploi, la famille, le vieillissement, les modes de vie, la religion, les préférences politiques et les valeurs, on constate qu'un processus de convergence est à l'œuvre. Partout l'élévation des niveaux de vie s'est accompagnée d'une transformation des modes de vie qui aboutit à une relative homogénéisation. Sur bien des points les différences nationales, toutes choses égales par ailleurs, sont, dès à présent, plus faibles que les différences socio-démographiques.

Il n'en résulte pas une uniformité absolue. Dans la plupart des cas les changements ont d'abord affecté le Nord avant de se diffuser au Sud. Or au Nord ils sont le prolongement de tendances antérieures, alors qu'au Sud ils en prennent le contrepied, ils correspondent souvent à une remise en cause de la tradition. Si une ouverture plus parfaite des frontières, à l'intérieur du marché commun, doit avoir pour conséquence d'intensifier les échanges, notre Vieux Continent a toutes les chances d'approfondir son identité culturelle.

Depuis les invasions barbares jusqu'aux rêves des grands empires, en passant par les réformes religieuses, l'Europe n'a cessé de connaître alternativement la fragmentation et l'unification, fût-elle imposée ou mythique. Aujourd'hui le monde de Yalta est ébranlé par les évolutions rapides des pays de l'Est. Il ne s'agit pas ici de conjectures sur l'avenir, mais les événements que nous connaissons actuellement sont l'occasion de s'interroger à nouveau sur l'unité de l'Europe occidentale. Il est de plus en plus clair qu'à l'Ouest l'ambition européenne ne peut plus se limiter à une base technico-économique. Qu'en est-il des sociétés et des Européens eux-mêmes ? Leurs façons de vivre, leurs valeurs évoluent-elles dans le même sens ou au contraire vers une diversité accrue ?

La diversité est évidente, elle se manifeste par l'économie, les langues, les religions, etc. A l'intérieur d'une même nation peuvent d'ailleurs exister des contrastes régionaux plus forts que ceux qui séparent deux pays, ainsi entre l'Italie du nord et le *Mezzogiorno*. Bien que tous les pays européens aient connu une extraordinaire croissance économique de la fin de la Seconde Guerre mondiale à 1975, la plupart des observateurs notaient au milieu des années soixante-dix que l'industrialisation n'avait pas réussi à uniformiser les modes de vie. Schématiquement on pouvait toujours distinguer entre une aire septentrionale et une aire australe.

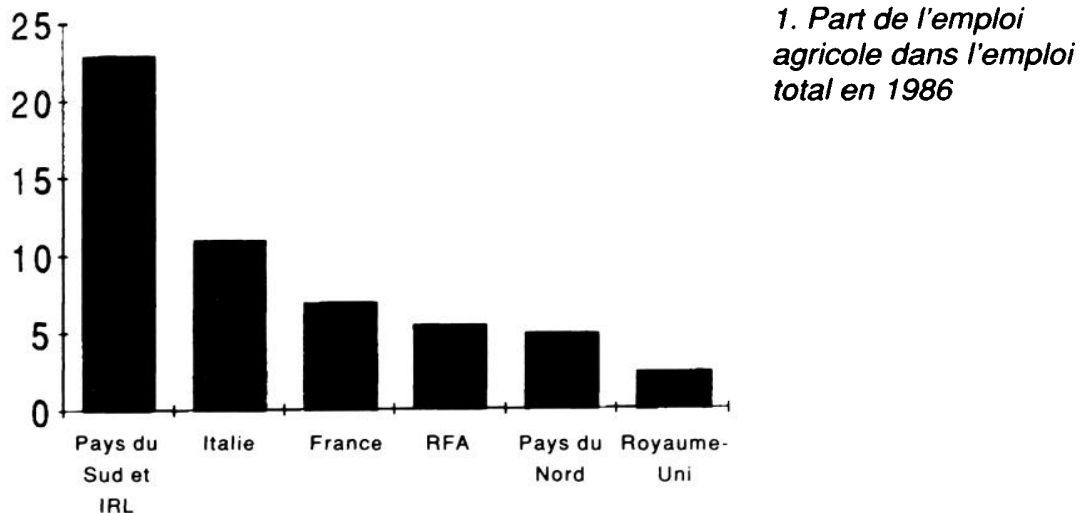
Or aujourd'hui le diagnostic est différent. L'opposition persiste, mais elle s'atténue. L'élévation des niveaux de vie s'est accompagnée d'une transformation des modes de vie. La consommation de masse ensère la vie quotidienne de chaque Européen et aboutit à une relative homogénéisation. Nous pensons que l'ouverture des frontières devrait accélérer ce mouvement, ne serait-ce qu'en raison du fondement économique partiel de ces convergences ⁽¹⁾.

Les inégalités de développement économique

La différence entre le nord et le sud de l'Europe tient d'abord aux formes et aux niveaux de développements économiques. La Grèce, l'Espagne, le Portugal comme aussi l'Irlande connaissent encore une forte dominante rurale et sont en transition vers le mode de production

(1) Nous nous sommes centrés pour cet article sur les douze pays de la CEE, commençant à étudier les évolutions lorsque nous disposions de données pour au moins huit de ces pays. Mais il va de soi que, s'agissant de discuter des diversités et convergences sociales, nous n'avons aucune raison d'exclure les autres Etats ouest-européens. Par exemple, l'aire scandinave ne se borne pas au Danemark. Lorsque des données comparables étaient disponibles, nous les avons donc pris en compte.

industriel (graphique 1). Ce sont aussi les pays les moins développés. Les autres nations sont déjà entrées dans l'ère post-industrielle (prédominance des emplois tertiaires).



Source : INSEE.

L'écart de niveaux de vie entre les pays de ces deux groupes s'est réduit entre 1960 et le premier choc pétrolier. Mais de 1975 à 1986 ce processus de convergence s'est interrompu, voire inversé (sauf pour le Portugal et l'Irlande qui ont continué à combler une partie de leur retard par un effort soutenu d'investissement). Depuis 1987, grâce au retour à un régime de croissance plus fort, il a repris. Sur le long terme on a assisté à une réduction des inégalités économiques. La disparité demeure néanmoins grande. Avec un écart de PIB par tête de 37,7 % entre les deux zones en 1987, le rapprochement devrait se poursuivre sans toutefois aboutir à une uniformisation. Pour rattraper les huit pays les plus développés, les quatre autres pays devraient disposer de 1,5 point de croissance supplémentaire pendant vingt-cinq ans. Un tel scénario est, pour plusieurs raisons, assez improbable ⁽²⁾.

A l'intérieur même des nations les différences régionales demeurent fortes et parfois se renforcent tout en changeant. En Italie, à l'opposition entre Nord et *Mezzogiorno* s'ajoute une opposition entre l'Italie de la grande ville et de la grande industrie (Piémont et Lombardie) et l'Italie de la petite ville et de la petite industrie (de la Toscane à la Vénétie), si bien que les observateurs parlent de plus en plus de «trois Italie». En France un contraste majeur s'affirme entre la région parisienne et le reste du pays. Revenus, niveaux de vie, âge moyen, activités tertiaires sont nettement plus élevés dans la région parisienne. Ailleurs les différences s'estompent, parce que le Nord se désindustrialise tandis que

(2) Demotes-Mainard M., Trainard P., «Forces et faiblesses des économies de la CEE», *Economie et Statistique*, n° 217-218, janvier-février 1989.

le Sud accueille des industries nouvelles. Des régions naguère totalement rurales se sont industrialisées, en Bretagne par exemple. Au Royaume-Uni le dynamisme du sud de l'Angleterre forme un vif contraste avec la régression du nord du Pays de Galles et de l'Ecosse, contraste qui se traduit par des orientations politiques divergentes. Partout nous assistons à une relocalisation des activités productives. La question est de savoir si ce mouvement conduira à un rééquilibrage ou au contraire à une marginalisation des régions qui sont en train d'accumuler les retards et sont fortement touchées par la crise de l'emploi.

Le travail

Le chômage n'a épargné aucune nation même s'il existe de profondes différences : 7,4 % de la population active au Danemark et en Grèce, 21,2 % en Espagne. Seule exception le Luxembourg et, hors CEE, la Suisse où il est quasiment inexistant (tableau 1). Les jeunes sont souvent les plus touchés. Plusieurs facteurs ont concouru à la progression du chômage : pendant une période de croissance lente la productivité du travail s'est maintenue à un niveau élevé et les mesures institutionnelles, généralement à vocation sociale, ont eu tendance à accroître la rigidité du marché de l'emploi.

1. Le marché de l'emploi dans les pays de la CEE en 1986

	Emplois civils (en millions)	Chômeurs (en millions)	Taux de chômage (en %)
France	21,0	2,5	10,7
Belgique	3,6	0,5	12,5
Danemark	2,7	0,2	7,4
RFA	25,3	2,2	8,1
Grèce	3,6	0,1	7,4
Espagne	10,8	2,8	21,2
Irlande	1,1	0,2	18,3
Italie	20,6	3,2	13,7
Luxembourg	0,2		1,5
Pays-Bas	5,1	0,7	12,4
Portugal	4,1	0,4	8,8
Royaume-Uni	24,2	3,3	12,0
CEE	122,2	16,1	10,8

Source : INSEE (2).

Sans doute les pays les plus développés ont, en raison de cette crise, cessé d'accueillir des immigrants (la proportion d'étrangers dépasse 6 % au Luxembourg, en Suisse, en Belgique, en Allemagne et en France) alors que les pays à fort déficit migratoire avant 1973 (Italie, Portugal) ne connaissent plus d'émigration endémique. Le solde migratoire a avoisiné 0 dans la plupart des pays jusqu'aux derniers exodes vers la RFA. L'ouverture des frontières pourrait favoriser une légère reprise des échanges, mais la baisse de la population active, due à la structure démographique vieillissante et au déclin des populations autochtones (déjà amorcé au Danemark et en Allemagne), devrait plutôt entraîner une stabilisation de la main-d'œuvre ouest-européenne (tableau 2).

2. Les Etrangers dans la CEE

	CEE	Non CEE	Total
RFA	1 356 600	3 022 400	4 379 000
France	1 577 900	2 102 200	3 680 100
Italie	220 500	202 500	423 000
Pays-Bas	172 641	386 069	558 710
Belgique	583 887	313 743	897 630
Luxembourg	88 572	7 217	95 789
Royaume-Uni	735 000	965 000	1 700 000
Irlande	196 397	35 977	232 374
Danemark	25 542	82 184	107 726
Grèce	224 594	59 193	283 787
Espagne	126 301	85 043	211 344
Portugal	20 557	59 037	79 594
Europe des 12	5 328 491	7 320 563	12 649 054

Source : EUROSTAT, 1985.

Dans l'ensemble de l'Europe la durée du travail s'est réduite (elle avoisine 40 heures hebdomadaires, tableau 3) mais la répartition de la charge de travail ne se fait pas selon les mêmes modèles. Dans les pays scandinaves la durée du travail est plus basse, le temps partiel est très développé et s'accompagne de forts taux d'activité féminine. En Europe du Centre et du Sud ces taux sont moins importants et le temps partiel est beaucoup moins répandu.

Les relations du travail nous offrent un bon exemple de tendance à la convergence sur fond de diversité. La propension à la grève est très variable d'une décennie à l'autre. Elle s'inscrit dans des systèmes de relations du travail qui opposent les régimes à «paix sociale» à ceux qui, n'institutionnalisant pas la grève au moment de la renégociation des conventions collectives et peuvent la voir surgir dès qu'un problème se pose (tableau 4). Après une augmentation du nombre de jours perdus pour cause de grève entre les années soixante et les années soixante-

3. Durées de la semaine de travail

	Durée apparente, en heures et dixièmes	* Durée corrigée
France	42,4	45,5
Royaume-Uni	39,2	44,1
Irlande	45,9	43,9
Danemark	38,3	43,5
Allemagne	41,1	42,2
Belgique	42,3	39,8
Pays-Bas	39,6	35,7
Italie	41,0	35,7

* Durée corrigée des variations de taux d'activité de la population de 14 ans et plus.

Source : V. Scardigli, rapport CNRS-CEREBE, 1980.

4. Relations de travail

	Taux de syndicalisation	Conflits de travail		
	Années 1980-1982	Moyenne 1960-1969	Moyenne 1970-1979	Moyenne 1980-1982
Belgique	70/75	99	269	(71)
Danemark	75/76	176	260	151
RFA	42	11	54	3
Grèce	25/30	195	-	(995)
France	25	(1 167)	211	105
Irlande	50	607	759	500
Italie	55/60	1 137	1 310	872
Pays bas	37	21	41	23
Royaume-Uni	52/53	154	570	365
Europe des 10	45/46	472	436	(343)

Source : «Europe sociale», numéro spécial 183, CE.

dix, dans bien des pays on assiste au cours des années quatre-vingt à une diminution. Les modèles sont moins rigides qu'autrefois. La grève sauvage occupe une place plus importante dans des pays à paix sociale comme l'Allemagne alors que le rituel de la grève lors des négociations collectives s'est étendu à l'Italie.

L'importance de ces conflits ouverts reste sans corrélation positive avec les taux de syndicalisation qui sont extrêmement variables selon les pays (tableau 4). Dans les Etats à vieille tradition sociale-démocrate

et pratiquant le *closed-shop* ces taux sont en général plus élevés et s'accompagnent de l'hégémonie d'une confédération. *A contrario* la France est le pays qui connaît le plus faible taux de syndicalisation. Partout cependant les effectifs des centrales syndicales sont en baisse. En Europe du Sud la perte d'influence des partis communistes y est certainement pour beaucoup. En revanche les syndicats ont renforcé leur rôle institutionnel là où il était faible. Ils ne sont plus seulement des groupes revendicatifs. Ils gèrent des pans entiers de la vie sociale, si bien que les modèles sud et nord européens se rapprochent et que le mouvement devrait se poursuivre.

Tous les sondages soulignent que le travail est et reste une valeur fondamentale des Européens. Comment pourrait-il en être autrement alors que depuis deux siècles il n'a cessé de prendre une part plus importante dans la définition de l'identité sociale des individus et des groupes. On avait un peu trop vite sonné le glas de cette valeur dans les années soixante-dix. Les «post-matérialistes»⁽³⁾ ont, semble-t-il, disparu en vieillissant. Les jeunes d'aujourd'hui adhèrent davantage à la morale de leurs aînés qui, il est vrai, manifestent une tolérance plus grande. Le goût du travail reste plus fort en Europe du Nord et décroît lorsqu'on passe du Centre au Sud. Mais les Danois et les Allemands ont un faible esprit d'entreprise, alors que les jeunes Italiens ont changé et croient aujourd'hui aux vertus de l'entreprise. Tout se passe comme si les modèles du Nord et du Centre étaient en train de s'exporter au Sud, qui, en se les appropriant, en change le contenu, ne serait-ce que parce qu'ils s'opposent à certaines traditions.

L'emploi féminin et la famille

Entre 1960 et 1982 tous les pays de la CEE, à l'exception de la Grèce, ont connu une croissance de l'activité professionnelle des femmes (tableau 5). Le rythme en a été différent selon les Etats, même à niveau de développement économique comparable. Elle a fortement augmenté en Angleterre, et n'a pratiquement pas bougé en Italie et en Allemagne. On assiste ici encore à «l'affrontement» entre deux modèles. Bien des pays de l'Europe du Nord admettent une large autonomie des femmes dans la vie quotidienne et une égalité au travail, alors qu'en Europe du Sud elles conservent des rôles spécifiques qui les placent en général dans des positions inférieures et dominées par les rôles masculins. Au Danemark il n'est pas rare de voir un homme prendre un congé parental pour élever son enfant. En Angleterre le temps partiel des femmes est très développé. En Italie ou en Grèce les femmes mariées s'arrêtent de travailler dès qu'elles ont des enfants (ce qu'elles font de moins en moins en France, peut-être par crainte de ne pas retrouver un travail quand elles le souhaiteront après plusieurs années). Une enquête réalisée

(3) Ingelhart R., *The Silent Revolution*, New-York, Princeton University Press, 1977.

5. *Emploi féminin, en pourcentage de l'emploi total*

	1960	1982
Belgique	30,4	36,1
Danemark	29,8	45,0
Allemagne	37,6	37,8
Grèce	34,0*	28,1*
France	32,7*	37,8
Irlande	26,3*	29,6
Italie	29,7	31,6
Pays-Bas	22,0*	30,9
Royaume-Uni	33,1	40,6
Europe des 10	33,0	36,9*

* Ou une année voisine, pour certains pays.

source : EUROSTAT.

en 1983 pour les Communautés européennes ⁽⁴⁾ montre que la place des femmes n'est pas un problème important en Europe du Nord, mais reste une question très débattue en Italie, en Grèce et en France. Plus de la moitié des inactives grecques et italiennes voudraient travailler et ressentent leur statut de femme au foyer comme une «privation», tandis qu'elles ne sont que 20 % au Danemark, ce qui laisse penser qu'en Scandinavie l'inactivité professionnelle est un choix de mode de vie.

La tendance est pourtant au rapprochement des modèles de rôles masculins et féminins et les résistances ne sont pas forcément là où on les attendrait (par exemple en Allemagne). La même enquête que celle évoquée précédemment avait été réalisée en 1975, ce qui permet de constater que dans tous les pays on accorde une moindre importance en 1983 que huit ans plus tôt aux problèmes de condition des femmes. Et les écarts entre les réponses dans les différents pays se sont réduits.

En liaison avec le développement de l'emploi féminin, depuis le milieu des années soixante, la famille a connu des bouleversements profonds. La cohabitation hors mariage s'est massivement diffusée. Depuis 1975 la nuptialité a chuté de façon impressionnante (tableau 6). Le concubinage ne peut plus être considéré comme une forme moderne de fiançailles. De plus en plus souvent un couple non marié désire avoir un enfant et conserver ce statut. Témoin le nombre des naissances hors mariage, qui a crû de façon quasi exponentielle (tableau 7). En Europe du Nord et du Centre ce changement récent s'accompagne d'une forte augmentation du nombre des divorces. Et les divorcées ont de moins en moins tendance à se remarier. Il s'en suit une baisse de la fécondité, qui commence dans toute l'Europe dès 1965 et une augmentation du nombre

(4) *Femmes et hommes d'Europe*, Bruxelles, Faits et opinions, Communauté européenne, 1983.

**6. Indice synthétique de nuptialité
(premiers mariages pour 1 000 célibataires masculins)**

	1965	1970	1975	1980	1983	1985
Allemagne (RFA)	910	900	730	640	600	590
Angleterre-Galles	1 000	990	840	750	670	650
Danemark	1 020	780	620	490	500	540
France	1 010	920	820	740	610	530
Italie	1 000	1 020	940	760		
Pays-Bas	1 120	1 010	770	660		
Suède	980	600	570	500	470	490

Source : Alain Monnier, «La conjoncture démographique : L'Europe et les pays développés d'outre-mer», *Population*, 4-5, 1987. Les données ont été arrondies à la dizaine la plus proche.

7. Pourcentage des naissances hors mariage dans un certain nombre de pays industriels (pour 100 naissances)

	Années d'observation			
	1965	1975	1984	1985
Angleterre et Pays-de-Galles	7,7	9,1	17,3	
Danemark	9,5	21,7	40,6a	
France	5,9	8,5	18,0	24,1(1987)
Pays-Bas	1,8	2,1	7,7	
Suède	13,8	32,4	43,7	46,3
Suisse	3,9	3,7	5,5a	6,0
Canada	6,7	10,1	15,5b	
Etats-Unis	7,7	14,2	18,9c	19,4

(a) 1983 ; (b) 1982 nés de femmes célibataires ; (c) 1981.

Source : *Annuaire démographiques*.

des familles monoparentales. On ne peut parler dans ce domaine d'américanisation. La chute de la natalité ne commence pas plus tôt aux USA et le divorce, qui y est plus fréquent, s'accompagne de remariage. Tout se passe comme si les pays scandinaves avaient fourni le modèle. La plupart des indicateurs montrent que l'Europe rattrape en 1985 les niveaux qu'ils avaient atteint dès 1975, le phénomène ayant chez eux commencé dix ans plus tôt. Dans les pays de tradition catholique il s'agit d'une véritable rupture avec le modèle matrimonial prôné par l'Eglise.

Tout porte à croire, pour l'instant, que ces changements sont irréversibles. Ils pourraient même encore s'amplifier, car le développement

de l'activité professionnelle des femmes, qui en est sûrement une des causes principales en raison de la plus grande autonomie qu'elle leur confère, devrait se poursuivre. Rien en revanche ne prouve que le mariage soit condamné à terme. Son nombre pourrait se stabiliser, ce qui correspondrait à un choix manifeste d'engagement de la part de certains couples, choix personnel ou choix dicté par des convictions religieuses. On assisterait ainsi à une diversification des modèles matrimoniaux. La femme, en raison de la fragilisation des couples, deviendrait le seul point fixe de la lignée.

Cela ne doit pas s'interpréter comme une crise de la famille. Les sondages montrent que la famille est le lieu où les Européens se sentent le mieux. Le groupe conjugal est plus instable, mais la parenté n'a rien perdu de sa vigueur et demeure un refuge pour les personnes en difficulté. Les situations d'extrême pauvreté s'observent surtout parmi les personnes isolées, ne pouvant plus faire appel aux solidarités familiales. Bien que dans tous les pays l'Etat-providence ait pris en charge, par l'assurance maladie, les allocations de chômage et les retraites, des fonctions autrefois assurées par la parentèle ; plusieurs enquêtes montrent que la parenté demeure un réseau d'échange de biens et de services très actif. Les parents aident les jeunes ménages grâce à des prêts et des dons qui sont loin d'être négligeables, notamment lors de leur installation. Ils attendent en échange une certaine affection. Nombreuses sont les grands-mères qui gardent les enfants en bas-âges lorsque la mère travaille. Sans ce service, discret puisque non-comptabilisé, qui sait si l'augmentation du travail féminin aurait été aussi importante dans un pays comme la France ? Mais qui sait si les grands-mères de l'an 2020, anciennes actives, continueront à garder les enfants des couples nés d'ici l'an 2000 ?

Le vieillissement

Au cours des prochaines décennies les pays européens continueront de vieillir. Il est probable que près d'un Européen sur quatre aura plus de 65 ans en 2020, mais les conditions de vie des personnes âgées se sont améliorées dans toute l'Europe.

Quel que soit le pays, le revenu disponible des ménages évolue avec l'âge : inférieur à la moyenne nationale aux âges jeunes, il augmente régulièrement pour atteindre son maximum entre 35 et 54 ans et décliner ensuite. Mais la vieillesse n'est plus globalement assimilable à la pauvreté. Même s'il est vrai que c'est au-delà de 60 ans que l'on rencontre les situations les plus préoccupantes, le sort des personnes âgées s'est sensiblement amélioré au cours des dernières années du fait de l'extension des régimes de retraite et de la revalorisation du pouvoir d'achat des pensions. L'augmentation actuelle des taux d'activité féminine permettra aux futures retraitées de percevoir des pensions. Si les revenus d'activité sont partout extrêmement faibles au-delà de 65 ans, par contre les revenus du patrimoine

croissent avec l'âge et l'endettement des personnes âgées est beaucoup moins important que celui des actifs. On continue souvent à associer au vieillissement les handicaps et la perte d'autonomie. Telle n'est pas en moyenne la réalité, du moins avant 75-80 ans. L'allongement de l'espérance de vie à 60 ans montre que la santé des personnes âgées s'est nettement améliorée. L'incapacité survient plus tardivement.

En raison de la différence des systèmes nationaux de santé, les dépenses de santé sont délicates à interpréter. Partout elles augmentent avec l'âge et affectent la forme d'une courbe en U (consommation forte aux âges extrêmes). Il existe toutefois des disparités selon les pays. Le rapport de la dépense moyenne d'une personne de plus de 65 ans à celle d'une personne de moins de 65 ans va de 1,7 en Belgique à 5,5 en Suède. En volume, la dépense moyenne par personne âgée est plus faible en France et en Allemagne qu'en Italie et au Royaume-Uni.

En relativement bonne santé, disposant de revenus et de temps, les personnes âgées ne sont pas les exclues de la consommation, même si la structure de leurs dépenses diffère sensiblement de celle d'un ménage moyen. Elle est principalement caractérisée par l'importance de l'alimentation et des dépenses liées au domicile et à la santé. *A contrario* les dépenses afférentes aux transports, aux communications, au loisir et à l'habillement sont moins élevées.

L'augmentation du nombre des personnes âgées ne doit pas être systématiquement assimilée à une pesanteur ou à une perte de dynamisme pour les sociétés. Nombreuses sont les personnes âgées qui investissent une part de leur temps libre dans des associations. Nombreuses sont celles qui assurent des services non négligeables économiquement, comme la garde des enfants en bas-âges. Avec l'arrivée des nouvelles générations à l'âge de la retraite le troisième âge pourrait accroître son rôle social.

La succession d'une période de fécondité faible à une période de fécondité forte se traduira pendant longtemps par un déséquilibre entre les générations, qui se trouvera accentué par l'allongement de l'espérance de vie. Le phénomène est commun à tous les pays européens et provoque une évolution défavorable du rapport entre actifs-cotisants et inactifs-allocataires. La population active devrait plafonner dans tous les pays européens aux alentours de l'an 2000, puis décliner, de sorte que, selon le BIT ⁽⁵⁾, ce rapport actifs/inactifs évoluerait de façon très défavorable d'ici à 2025. A cet horizon on compterait 7 retraités pour 10 actifs en Allemagne de l'Ouest, au Luxembourg et aux Pays-Bas, 6 sur 10 en Belgique et en Italie (tableau 8). Toutefois ces prévisions ne tiennent pas compte d'une immigration, en provenance notamment des pays de l'Europe de l'Est, qui pourrait devenir suffisante pour enrayer le déclin démographique dans certains pays, en particulier en RFA. Partant des

(5) BIT, *Population active 1950-2025*, Genève, 1986.

projections à long terme de l'OCDE ⁽⁶⁾ et du FMI ⁽⁷⁾, Futuribles international ⁽⁸⁾ a montré que, malgré l'optimisme peut-être excessif de ces prévisions démographiques, il y aura, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation forte des dépenses sociales et légèrement plus faible des dépenses de santé. A prestations réelles par tête inchangées, les dépenses liées aux pensions de vieillesse passeraient de l'indice 100 en 1980 à l'indice 172 en 2040 en France, 160 aux Pays-Bas, 130 au Royaume-Uni et 126 en Allemagne fédérale.

8. Nombre de personnes de 60 ans et plus sans activité par rapport à la population active (pour 1 000)

	1980	2000	2020
Allemagne	385	469	701
Belgique	424	468	671
Espagne	376	452	544
France	361	386	560
Grèce	366	494	559
Irlande	304	257	342
Italie	416	515	685
Luxembourg	388	470	734
Pays-Bas	364	401	756
Portugal	263	313	428
Royaume-Uni	348	344	460

Sources : Futuribles international et BIT.

Les modes de vie

Dans les années cinquante les Européens manifestaient une grande diversité de modes de vie. La consommation de masse, au sein d'une élévation générale des niveaux de vie, est responsable de la relative homogénéisation à laquelle nous assistons aujourd'hui. Cette tendance devrait se poursuivre malgré les différences parfois importantes que l'on observait au début des années quatre-vingt entre certains pays. Prenons-en quelques exemples.

(6) OCDE, *Le vieillissement démographique*. Conséquences pour la politique sociale, Paris, OCDE, 1988.

(7) International Monetary Fund, *Aging and Social Expenditure in the Major Industrial Countries, 1980-2025*, Occasional paper, n° 47, 1986.

(8) Jouvenel Hugues de, *Le vieillissement démographique en Europe*, *Futuribles*, n° 129-130, 1989.

La part de l'alimentation dans le budget d'un ménage est un bon indicateur de distinction sociale. Elle est toujours plus grande chez les plus pauvres et tend à se réduire lorsque le niveau de vie augmente. Il en est de même si l'on compare les pays les plus développés avec les autres. Entre 1950 et 1980 la proportion des dépenses d'alimentation et d'habillement s'est réduite dans tous les pays européens et, comme on pouvait s'y attendre, cette réduction a été plus importante dans les pays les plus riches. Maintenant les Français ne consacrent qu'un quart de leurs dépenses pour se nourrir et s'habiller. Ce qui n'est guère plus qu'aux USA (tableau 9). Il est d'ailleurs intéressant de comparer la structure des budgets de consommation des Européens avec celle des Américains. Cette dernière n'a que peu varié au cours de trente dernières années, alors que chez les Européens les modifications ont été considérables. L. Lévy-Garboua et F. Gardes ⁽⁹⁾ montrent que ces modifications se sont toutes produites dans le même sens. Les structures de ces budgets, pour diverses qu'elles soient, ont toutes eu tendance à se rapprocher de la structure américaine (en excluant santé et éducation, où les systèmes de financement sont trop différents pour autoriser une comparaison), ce qui peut s'interpréter comme une conséquence de l'élévation des niveaux de vie.

9. L'alimentation et l'habillement dans quelques pays

	Part de ces dépenses dans le total des dépenses de consommation des ménages (en %)	
	1953	1981
Etats-Unis	35,6	25,4
Japon	62,5	32,3
France	(1950) 63,7	28,0
Allemagne	52,9	34,9
Italie	50,3	42,9
Grèce	62,0	46,7

Sources : OCDE ; et Bernard Real, Progrès technique, économie et crise, IREP, Grenoble, 1984.

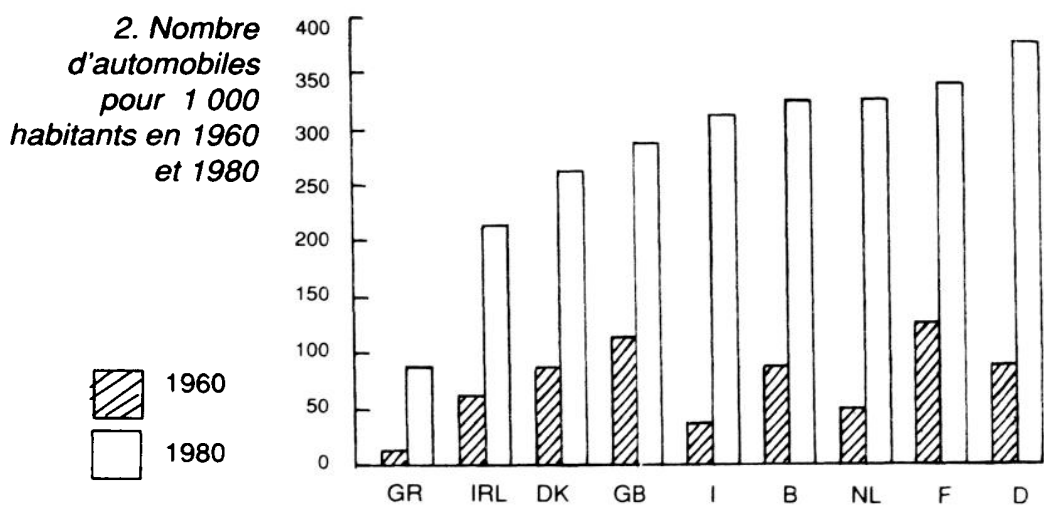
Nous sommes néanmoins loin de l'uniformité. Si l'on y regarde de près des différences importantes demeurent, même pour des pays proches. L'alimentation est plus importante pour les Danois que pour les Allemands, alors que c'est l'inverse pour l'habillement. Les types de repas résistent également à l'homogénéisation. Le développement du *hamburger* en Italie ou de la *pizza* en Grande-Bretagne n'empêchent pas les consommations traditionnelles de se maintenir. Les Italiens restent de gros consommateurs de pâtes et les Irlandais de pommes de terre.

(9) Lévy-Garboua L., Gardes F., Les modes de consommation de quelques pays occidentaux 1960-1980, *Consommation*, n° 1, 1983.

L'importation de plats «exotiques» dans les congélateurs s'ajoute aux mets traditionnels sans s'y substituer et à l'intérieur de chaque pays les variantes régionales persistent.

Les dépenses liées au logement et à son équipement sont plus importantes en proportion en Europe du Nord. L'urbanisation et la reconstruction d'après-guerre ont été l'occasion d'une amélioration du confort. Aujourd'hui la plupart des logements disposent des principaux éléments de ce confort (eau courante, sanitaires, etc.). Du fait de la décohabitation des générations, de la réduction du nombre d'enfants et de l'augmentation des familles monoparentales, ils abritent partout un nombre plus restreint de personnes (qui n'est jamais supérieur à trois en moyenne, sauf en Irlande). La diffusion des principaux biens durables s'est faite à un rythme différent selon les pays, mais à niveau de vie égal, on trouve des équipements similaires dans un logement de Madrid, Rome ou Berlin.

Le développement de l'automobile est significatif de la convergence des évolutions. Il y a trente ans la disparité des taux d'équipement était considérable entre le nord et le sud de l'Europe (4 voitures pour 100 habitants en Italie, 12 en France). Aujourd'hui la plupart des pays ont atteint ou dépassé le seuil de 30 voitures pour 100 habitants (graphique 2). Il n'empêche que des disparités réapparaissent quand on regarde le cas de la double possession ; mais tout donne à penser que celles-là aussi s'égaliseront. L'automobile est devenue un élément du mode de vie. Utilisée pour les trajets domicile-lieu de travail, elle l'est aussi et surtout pour les loisirs (week-end et vacances). En cela son appropriation répond à des logiques différentes selon les pays : les Italiens en font un usage emblématique, alors qu'au Nord on privilégie le fonctionnel.



Source : Scardigli V., *L'Europe des modes de vie*, CNRS, 1988.

Les mêmes remarques valent pour la télévision, qui occupe aujourd'hui une place hégémonique dans les loisirs des Européens. D'énormes disparités séparaient il y a trente ans le Royaume-Uni et l'Italie (20 postes pour 100 habitants contre 5). Aujourd'hui les taux d'équipements sont comparables. Moins élevés en Grèce, Irlande et Espagne, ils sont cependant toujours supérieurs à 25 postes pour 100 habitants. Ce phénomène témoigne d'une massification des loisirs culturels, puisque les émissions diffusées ont, sous l'influence des Etats-Unis, une nette tendance à l'uniformité. Si les Européens voulaient réagir contre cet état de fait, comme ils ne pourraient le faire qu'en agissant de concert, cette tendance demeurerait. Les spécialistes du *marketing* ne s'y sont pas trompés, puisqu'ils hésitent de moins en moins à diffuser des spots publicitaires identiques dans plusieurs pays.

Les niveaux culturels et d'éducation ont d'ailleurs de plus en plus tendance à se rejoindre. Des différences sensibles existent entre les systèmes d'éducation, mais l'âge de scolarité obligatoire est à peu près partout le même. Si les taux de scolarisation des jeunes varient d'un pays à l'autre, seul le Portugal accuse un certain retard. Presque partout les études supérieures attirent de plus en plus d'étudiants des deux sexes, les Pays-Bas, la Grèce et l'Espagne étant les seuls à accueillir moins de 40 % de femmes à l'université (tableau 10).

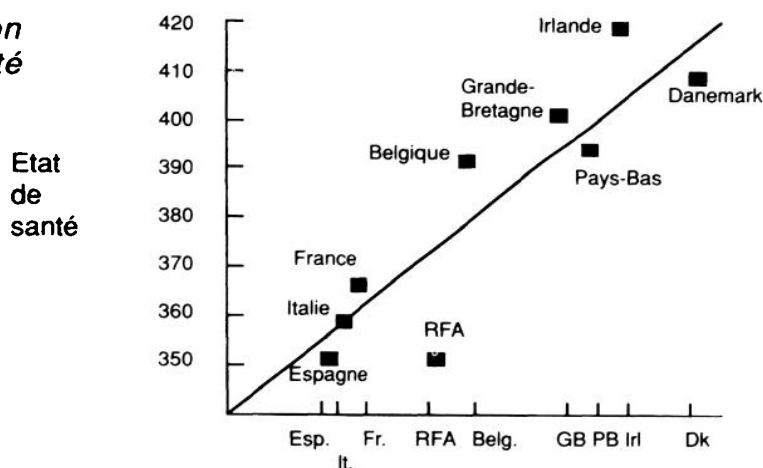
10. Education

Pays (rangés par importance décroissante de l'enseignement supérieur)	Taux de scolarisation des jeunes de 15 à 19 ans (en %) 1977-1979	Enseignement supérieur (en % des jeunes de 15 à 24 ans) 1980
Etats-Unis	75,0	23,9 (1977)
Suède	56,3	18,5 (1977)
Danemark	57,4	15,1
Japon	71,4	13,5
Belgique	61,3	12,3
Allemagne	45,4	12,2
France	55,9	12,0
Italie	43,9	11,9
Pays-Bas	65,0	11,2
Espagne	41,3	9,8 (1975)
Grèce	45,4	8,4
Irlande	50,5	7,0
Royaume-Uni	46,2	6,1
Portugal	33,4	4,6

Sources : OCDE ; Eurostat Review 1972-1981.

Les attitudes à l'égard de la santé sont plus diverses. En France et en Allemagne les dépenses de santé sont celles qui ont connu la plus forte croissance en part relative du budget des ménages. Au Danemark la propension à consommer dans ce secteur est deux fois plus forte que la moyenne européenne ou italienne. Le niveau de ces dépenses n'est pas seulement la traduction du niveau de vie global ou de l'état de santé objectif. Il est mieux corrélé avec les indices de satisfaction subjective. Les Danois sont parmi les plus satisfaits de leur état de santé (avec les Britanniques). A l'inverse les Allemands et les Français sont les moins satisfaits (avec les Espagnols et les Italiens). Si la satisfaction subjective est mal corrélée avec un indicateur de santé tel que l'espérance de vie, elle l'est tout à fait avec des indices de satisfaction vis-à-vis de la vie en général (graphique 3).

3. La satisfaction et la santé



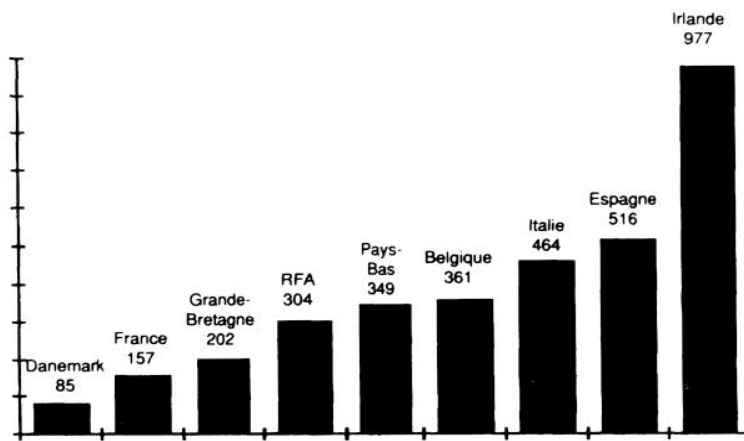
Note : Indice de l'estimation de l'état de santé en fonction de la satisfaction de la vie. Le coefficient de corrélation vaut 0,87.

Source : J. Stoetzel, *Les valeurs du temps présent*, 1983.

La religion et les préférences politiques

L'examen de la fréquence de la pratique religieuse met l'Irlande dans une position à part pour l'assiduité très élevée aux offices qu'on y observe. Parmi les huit autres pays pour lesquels nous disposons de données comparables, quatre ont une pratique supérieure à la moyenne européenne : l'Espagne, l'Italie, la Belgique et la Hollande (graphique 4). Exceptée la Hollande, il s'agit de pays essentiellement catholiques. La pratique va ensuite en décroissant en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France et atteint son taux le plus bas au Danemark. Elle est donc plus grande dans les pays catholiques, mais partout elle a diminué au

4. La pratique religieuse en Europe



Note : Indices d'observance régulière en pour mille.

Source : J. Stoetzel, *Les valeurs du temps présent*, 1983.

cours des vingt dernières années. Il en va de même de la croyance en Dieu (pour laquelle la hiérarchie des pays est identique) ou de l'observation des trois premiers commandements (à contenu religieux) du décalogue. Notons qu'en cela les pays européens suivent une tendance inverse de celle qui affecte les USA où, au contraire, la pratique religieuse a augmenté au cours des vingt dernières années. C'est toutefois par indifférence et non par adhésion que le rapprochement des pays européens s'opère. Il n'en est peut-être que plus inéluctable à terme.

Un indicateur objectif de cette indifférence pourrait être la tendance à se marier (ou à cohabiter) entre conjoints de religions différentes. Dans un pays comme la Suisse, où l'on trouve des catholiques et des protestants, l'homogamie religieuse était traditionnelle. Aujourd'hui, alors que l'homogamie sociale (mariages au sein des mêmes classes sociales) se maintient, la religion n'introduit plus de réel clivage. Cette indifférence croissante ne vaut évidemment pas pour l'islam, dont le poids, en certains endroits, est loin d'être négligeable, comme par exemple en France où il est devenu la deuxième religion.

Il n'y a pas de corrélation stricte entre niveau de pratique religieuse et préférence politique. Dans les sondages, les Latins (Français, Espagnols, Italiens) se situent à gauche ; les Belges et les Irlandais, à droite. Les autres nationalités sont proches de ce que l'on peut appeler le centre droit. Or l'Italie et l'Espagne sont des pays où la pratique religieuse reste importante, alors que le Danemark, qui se classe à droite, est un des pays où cette pratique est la plus faible.

De toute manière les préférences politiques n'ont plus guère d'effets sur le système de protection sociale. Partout, sauf peut-être en Grande-Bretagne, l'Etat Providence règne en maître. Libéraux ou interventionnistes, les gouvernements semblent surtout soucieux de pragmatisme.

Les valeurs

Dans un livre consacré à l'examen comparé des valeurs en Europe, Jean Stoetzel ⁽¹⁰⁾ a intitulé son dernier chapitre : «Neuf pays, une Europe». Ce titre ne laisse planer aucun doute sur les conclusions auxquelles le mène son enquête (qui portait sur les valeurs de neuf des douze pays européens).

Pour beaucoup d'Européens la personne est devenue une valeur centrale. L'individualisme n'est pas chose nouvelle dans des pays démocratiques qui considèrent chaque individu comme égal en droit aux autres. Tocqueville, déjà, notait que les sociétés françaises et américaines se caractérisaient par les progrès de l'individualisme. Certaines solidarités restaient cependant plus fortes. Dans la famille, par exemple, le «nous-couple» primait sur le «je-individu». C'est aujourd'hui de moins en moins le cas. Chacun se considère comme un être autonome moralement et apprécie peu que des institutions lui dictent sa conduite. Ainsi les catholiques acceptent de moins en moins que l'Eglise exerce un magistère dans le domaine de leur vie privée. Ils veulent bien que le pape intervienne dans les affaires de la Pologne, mais pas qu'il leur dise qu'il ne faut pas divorcer pour vivre en bon chrétien. En somme tout se passe comme si chacun se sentait légitimé à inventer ses propres codes de conduites. Il en résulte une diversification de ces codes. Il existe certes des différences selon les catégories sociales et les pays. Ce qui vient d'être dit est d'autant moins répandu que le niveau d'instruction est faible ou que le pays, tel l'Irlande, conserve un haut degré de pratique religieuse. Mais on peut augurer que cette tendance à l'individualisme continuera à s'étendre. D'abord parce qu'elle ne fait qu'exacerber une tendance beaucoup plus ancienne, ensuite que les freins sont en train de perdre de leur pesanteur.

Une seconde manifestation de la cohérence européenne en matière de valeurs tient à ce que les réponses aux questions posées dans l'enquête de J. Stoetzel affectent, très généralement, une forme gaussienne. Si l'on veut bien faire du centre d'une courbe donnée la norme, alors on constate que, par rapport à cette norme, les variations selon les principaux critères socio-démographiques (niveau de revenu et d'instruction, sexe, place dans la hiérarchie socio-professionnelle, propriété ou non du logement, etc.) sont, dans tous les pays, parallèles. Ceci vaut pour la morale, la politique, la religion, la famille et le travail. Par exemple, dans tous les pays le goût au travail (exprimé par le sentiment éprouvé

(10) Stoetzel J., *Les valeurs du temps présent : une enquête européenne*, Paris, PUF, 1983.

à la fin du week-end) est plus élevé chez les dirigeants que les manœuvres. Autrement dit, il y a des différences nationales, mais elles résultent davantage des écarts socio-démographiques que d'un effet propre aux pays. Dans chaque cas on a tendance à retrouver pour l'Europe entière les mêmes régularités. Il y a aujourd'hui davantage de ressemblances entre un cadre supérieur madrilène et son homologue berlinois qu'entre ce cadre et un manœuvre également madrilène. Ceci vaut aussi, selon nous, pour les modes de vie. Cela n'est encore que tendanciellement vrai dans l'Europe de 1989. Gageons que ce le sera de plus en plus. La transformation de la structure sociale devrait y aider puisque les valeurs et les modes de vie qui se répandent sont plutôt ceux des classes moyennes et que ces dernières sont en pleine expansion.

Vers quel avenir ?

De l'ensemble de ces analyses de tendances on retire le sentiment qu'un mouvement de convergence est à l'œuvre en Europe occidentale. Mais cette conclusion peut être en partie le résultat d'un trompe-l'oeil statistique : les enquêtes et les statistiques disponibles aboutissent à des agrégats et à des moyennes qui rendent mal compte des contrastes. Derrière l'homogénéisation des indicateurs on peut déceler de nouvelles diversités qui vont sans doute se multiplier et s'accroître. Ainsi la place grandissante des classes moyennes dans la structure sociale que nous venons d'évoquer ne doit pas faire oublier que ces classes sont extrêmement diverses. Les modes de vie s'homogénéisent, mais, à l'intérieur de chaque pays, des diversités nouvelles apparaissent puisque les ménages sont de plus en plus libres de construire leur mode de vie selon leurs ambitions et leurs valeurs, ne tenant compte que des contraintes financières et familiales qui s'imposent à eux. Ces diversités vont-elles être les mêmes dans tous les pays et devenir transnationales ou resteront-elles liées à des mentalités et à des structures nationales ?

Le principal clivage demeure toujours celui qui sépare l'Europe septentrionale de l'Europe méditerranéenne. Il s'agit certes d'une simplification. Nous aurions pu distinguer une Europe du Centre entre ces deux blocs. Nous aurions pu également opposer les insulaires aux continentaux ou les peuples de la mer aux autres. Mais il semble que les modèles et les modes de vie se diffusent du Nord vers le Sud. Excepté pour ce qui relève de la consommation des ménages (structure des budgets notamment), on ne peut parler d'américanisation. Dans certains cas les mouvements sont partis de la Scandinavie (concubinage par exemple), dans d'autres, des régions protestantes (faible niveau de pratique religieuse entre autres). Sans chercher une origine géographique trop précise aux changements sociaux, on constate qu'ils ont quasiment toujours affecté l'Europe du Nord avant celle du Sud. Il ne s'agit pas seulement d'une question de développement économique. Sinon pourquoi

en serait-il ainsi des valeurs ou de la famille ? Certains rééquilibres sont cependant possibles. Ainsi les Allemands sont-ils aujourd'hui soucieux de dégager du « temps pour vivre », ce qui est peut-être dû à l'influence des Latins.

Même si par un curieux chassé-croisé, le productivisme et l'individualisme septentrionaux, après s'être diffusés, viennent à s'affaiblir, l'Europe des modes de vie au quotidien se réalisera. L'usage d'automobiles, d'équipements domestiques et audiovisuels, la consommation d'information se répandent dans tous les pays selon des formes analogues. Les systèmes de valeur et les centres d'intérêt de la jeunesse se rejoignent. Comme l'écrit V. Scardigli ⁽¹¹⁾ : « C'est pour partie une confirmation de l'influence (...) de l'ordre économique : celui-ci installe partout une même culture de consommation ». Certes il y a des résistances ; le succès européen des écologistes en est la preuve, mais l'avènement de la culture de consommation prépare le succès des futures nouvelles technologies.

Il y a néanmoins des exceptions à la convergence. Dans presque chaque domaine abordé précédemment nous avons eu l'occasion de souligner qu'un pays faisait exception. Ainsi l'activité professionnelle des femmes a augmenté partout, sauf en Grèce, et la pratique religieuse a diminué de façon importante sauf en Irlande où elle se maintient à un niveau élevé. Mais la diversité actuelle résulte surtout de la disparité des points de départ, car, pour rapides que soient les bouleversements, ils n'ont pu encore aboutir à une homogénéisation totale. Le temps devrait permettre d'aller plus loin en ce sens.

Au Nord les changements actuels sont le prolongement de tendances antérieures. Au sud ils en prennent le contrepied et correspondent le plus souvent à une remise en cause de la tradition. Par exemple, la famille nucléaire résulte d'une décohobitation des générations. Le phénomène n'est pas nouveau dans des pays comme le Danemark ou l'Angleterre. On remarque seulement que l'âge auquel les jeunes quittent leurs parents est de plus en plus précoce. En revanche c'est un phénomène assez inédit dans les pays à dominante rurale, comme l'Italie du Sud. Couplé à la diffusion de valeurs individualistes, il pourrait remettre en cause les solidarités de type clanique qui y prévalent. En prenant en quelque sorte le temps de digérer le changement, l'Europe méditerranéenne pourrait fort bien l'adapter aux conditions et aux particularismes locaux. Ce ne serait plus alors tout à fait les mêmes modes de vie et les mêmes valeurs. Il y aurait bien eu homogénéisation, mais sur fond de diversification nouvelle. Ce scénario n'ôte rien au mouvement lui-même, qui reste celui d'une convergence. Un autre scénario, plus pessimiste, peut aussi être envisagé. Heurtant les traditions locales, la poursuite de ces convergences pourrait susciter des troubles sociaux et des conflits, c'est-à-dire déboucher sur des états de crise ou des

(11) Et également certaines activités culturelles ou artistiques telles que les bandes dessinées, le cinéma, la photo, etc.

réactions de type «fondamentaliste». Mais à notre avis les tendances actuelles sont à la fois trop lourdes et leurs effets trop avancés pour que ces crises éventuelles aboutissent à un rejet de la greffe et à un nouvel émiettement ⁽¹²⁾.

Au demeurant, convergence ne signifie pas uniformité absolue. Elle témoigne de ce que les différences nationales, toutes choses égales par ailleurs, sont, dès à présent, plus faibles que les différences socio-démographiques⁽¹³⁾. L'Europe ne consiste donc pas seulement en un vague consensus autour de l'idée de démocratie ou en une harmonisation de politiques économiques. Les faits vont, comme toujours, plus vite que le droit. N'en déplaise à certains «observateurs» ⁽¹⁴⁾, l'Europe des modes de vie et des systèmes de valeurs existe déjà. Si l'ouverture des frontières, à l'intérieur du marché commun, doit avoir pour conséquence d'intensifier les échanges, notre Vieux Continent a toutes les chances d'approfondir son identité culturelle.

(12) Scardigli V., *L'Europe des modes de vie*, Paris, Editions du CNRS, 1988.

(13) Si la balkanisation est un risque, il est beaucoup plus sérieux à l'Est.

(14) Cf. par exemple : Minc A., *L'illusion européenne*, Paris, Grasset, 1989.